

# Salle d'audience et Salle de classe

## Aide juridique Ontario : Accès à la justice et éducation juridique

L'accès à un appareil judiciaire équitable constitue une valeur fondamentale au Canada. Il est crucial que la population ontarienne à faible revenu puisse avoir un procès en temps utile et un traitement juste en vertu de la loi, un revenu et un logement et de l'aide pour affronter les différends familiaux. Pourtant, si le public ne sait pas comment s'y prendre et ne connaît pas les services offerts dans la communauté pour aborder le système judiciaire, cette valeur ne suffit pas.

Aide juridique Ontario est un organisme gouvernemental à but non lucratif qui fournit des services juridiques aux gens qui ne peuvent se permettre d'embaucher un avocat ou une avocate. Leur vie est souvent pleine d'embûches – par exemple, des foyers brisés de femmes et d'enfants, la quête du statut de réfugié pour motif humanitaire pour certains et les handicaps pour d'autres. Il existe de nombreux services d'aide juridique en droit de la famille, en droit pénal et des réfugiés, ainsi que pour régler des problèmes entre locataires et propriétaires et pour traiter de programmes de revenus sociaux.

Aide juridique Ontario est fière d'être l'un des membres fondateurs du Réseau ontarien d'éducation juridique, et de participer à son conseil d'administration. Dans le cadre de la mission du ROEJ qui vise à promouvoir

l'éducation et le dialogue sur le système juridique, Aide juridique Ontario vise à éduquer le public, les étudiants et étudiantes, les juristes et le législateur aux paliers fédéral et provincial.

Le rôle d'Aide juridique comme éducateur consiste entre autres à travailler en partenariat avec d'autres organisations et à offrir des programmes d'éducation et de renseignements juridiques à la population. Les membres du public qui ont des questions sur leurs droits peuvent trouver des réponses et des renseignements rapidement et

facilement, soit dans une clinique juridique communautaire ou sur le site web du CLEO ([www.cleo.on.ca](http://www.cleo.on.ca)). Le CLEO (Community Legal Education of Ontario) est une des 79 cliniques juridiques communautaires financées par Aide juridique Ontario. Cette clinique juridique communautaire offre notamment des dépliants comme « Vivre ensemble : Les conjoints de fait de même sexe ou de sexe opposé »; « Divorcer »; « Assurance-emploi » et « Procuration relative au soin de la personne ».

L'engagement de la clinique juridique communautaire envers l'éducation s'étend à la



Affiche gagnante de la Journée du droit 2005 d'AJO, par Kristen Lee Sauerzopf, Sault Ste. Marie



**OJEN | ROEJ**

ONTARIO JUSTICE EDUCATION NETWORK  
RÉSEAU ONTARIEN D'ÉDUCATION JURIDIQUE

*Une société civile qui  
passe par l'éducation et  
le dialogue.*

### À l'intérieur de ce numéro :

- Mot de bienvenue de la directrice générale du ROEJ . . . . . 2
- Mots de bienvenue des juges en chef de l'Ontario . . . . . 3
- Les procureurs de la Couronne rencontrent les élèves de l'Ontario . . . . . 4
- Portrait d'une bénévole . 5
- Le Barreau du Haut-Canada se joint au programme de dons d'exemplaires du *Code criminel* du ROEJ . . . . . 5
- Initiatives de justice réparatrice avec Peacemakers International . . . . . 6
- « LAWS » vise les jeunes . . . . . 7
- Activités de la Journée du droit . . . . . 8
- Réflexion : le symposium juridique sur les condamnations injustes . . . . . 10
- Forum postsecondaire sur les pratiques exemplaires . . . . . 11
- Portrait des partenaires du Réseau . . . . . 12
- Les bénévoles de la communauté juridique prêtent main-forte à l'événement *Portes ouvertes à Osgoode* . . . . . 13
- Procès simulés de Sudbury de 2006 . . . . . 14
- Babillard de *Salle d'audience et salle de classe* . . . . . 15
- Survол des récents événements et des activités à venir . . . . . 15
- Liens intéressants . . . . . 15

(suite à la page 2)

# Mot de bienvenue de la directrice générale du ROEJ, Sarah McCoubrey



Sarah McCoubrey, directrice générale du ROEJ

Comme nouvelle directrice générale du ROEJ, je suis heureuse de vous souhaiter à tous la bienvenue en cette autre année remplie d'activités d'éducation juridique dans toute la province. Au cours des derniers mois, j'ai eu la chance de rencontrer de plus en plus de bénévoles et de membres de comités dans la province et d'entendre parler de l'impact du ROEJ sur les

élèves, les enseignants et enseignantes et les bénévoles.

Dans ce numéro du bulletin *Salle d'audience et salle de classe*, vous lirez des points saillants de quelques-unes des nombreuses activités d'éducation juridique en cours dans la province, comme des tournois de procès simulés et diverses activités de la Journée du droit. Le personnel et le Conseil du ROEJ savent que ces activités reposent largement sur les efforts et l'engagement de centaines de bénévoles. Pour honorer cet engagement, nous avons une nouvelle section dans ce bulletin intitulée « Portraits de bénévoles ».

Ce numéro souligne aussi le travail important fait par Aide juridique Ontario pour donner accès à la justice à la population ontarienne vivant dans des communautés à faible revenu. L'éducation juridique publique est une

composante majeure du travail fait par les avocats et avocates d'aide juridique.

Je veux également attirer votre attention sur les projets excitants qui font l'objet d'échanges entre les établissements postsecondaires et les écoles secondaires de l'Ontario. L'article en page 11 décrit ce travail. Nous sommes en discussions pour identifier les façons dont les écoles de droit peuvent aider les jeunes à risque.

En lisant ce bulletin, pensez au ROEJ comme une source d'idées, de ressources et de soutien aux nouveaux projets élaborés au palier local, ainsi qu'à notre engagement à faire reconnaître vos activités à l'échelle provinciale. Si vous voulez en savoir plus au sujet d'un article de ce bulletin, n'hésitez pas à communiquer avec moi.

**La directrice générale du ROEJ,  
Sarah McCoubrey**

(suite de la page 1)

recherche de liens dans la communauté. Dans toute la province, des travailleurs juridiques communautaires, des avocats ou avocates et des étudiants ou étudiantes en droit participent à des séminaires pour les Néo-Canadiens sur les droits des femmes, parlent avec de jeunes étudiants ou étudiantes universitaires autochtones de leurs droits comme locataires, ou visitent des personnes âgées en résidence pour expliquer les testaments biologiques. Ces exemples ne représentent qu'une partie des nombreuses heures d'éducation juridique publique offertes dans toute l'Ontario chaque année.



Partenaire actif de la Journée du droit, Aide juridique Ontario travaille avec le ROEJ, l'Association du barreau de l'Ontario et d'autres organismes pour prendre part aux diverses activités de sensibilisation en Ontario. L'an dernier, le personnel d'une clinique juridique communautaire et d'Aide juridique Ontario a participé à une foire dans un centre commercial pour informer le public sur l'appareil judiciaire. Ailleurs, des avocats ou avocates de service ont pris part à des procès simulés et ont répondu aux questions des élèves durant les visites des salles d'audience. Dans le cadre de la Semaine du droit, Aide juridique Ontario administre aussi un concours annuel d'affiches pour toute la province qui s'adresse aux élèves de 5<sup>e</sup> année. Le concours est conçu pour aider les élèves à mieux comprendre la *Charte canadienne des droits et libertés* et quelles en sont les répercussions sur leur quotidien.

Les méthodes d'éducation d'Aide juridique Ontario ne se limitent pas au grand public. Depuis plus de 30 ans, Aide juridique Ontario participe à l'éducation des futurs avocats et avocates et aide les praticiens à obtenir de la formation permanente. Six écoles de droit de l'Ontario ont une société étudiante de services d'aide juridique (SESAJ). Ce programme, qui fait connaître la pratique de l'aide juridique aux étudiants et étudiantes en droit, attire presque 30 pour cent des étudiants et étudiantes des écoles de droit de l'Ontario. Aide juridique Ontario finance le programme étudiant d'aide juridique en conjonction avec chacune des universités, et espère que l'introduction pratique au travail d'aide juridique encouragera les étudiants et étudiantes à inclure ce type de travail dans leur pratique future.

L'été dernier, une des étudiantes travaillant aux services juridiques « Downtown », le programme d'aide juridique des étudiants de l'Université de Toronto, a fait la remarque suivante sur son expérience. « Je me suis ouvert les yeux à la réalité des gens qui vivent la pauvreté dans cette ville, a dit Erin Murray. Ce qui m'a probablement le plus frappée est la complexité de leur vie et les façons dont les questions juridiques sont presque toujours



Janet Leiper, présidente, Aide juridique Ontario

(suite à la page 3)

# Mots de bienvenue des juges en chef de l'Ontario, avec le juge en chef de la Cour de justice de l'Ontario

Au nom des juges en chef de l'Ontario, je vous souhaite la bienvenue à ce cinquième numéro du bulletin du Réseau ontarien d'éducation juridique intitulé *Salle d'audience et salle de classe*.

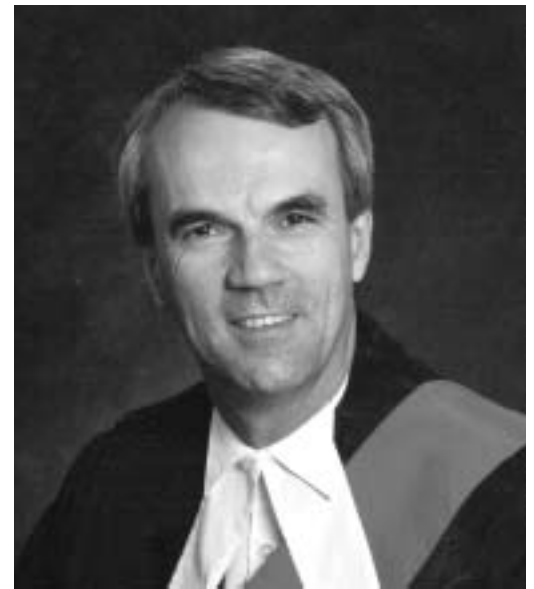
Le programme porte-étendard du ROEJ, *Salle d'audience et salle de classe*, continue de croître et de s'améliorer chaque année scolaire. Plus d'élèves que jamais se renseignent sur le système de justice en faisant des visites de salles d'audience, en rencontrant des juges, des avocats et avocates et d'autres membres de la communauté juridique, et en discutant avec eux. À partir de statistiques et d'estimations, le ROEJ a calculé qu'environ 50 000 élèves ont visité un palais de justice en Ontario en 2005, une augmentation de plus de 20 pour cent par rapport à l'an dernier.

Le curriculum du ROEJ continue de prendre de l'ampleur. Ce janvier, une version révisée de *Valeurs du système de justice : une ressource pour le programme de 10<sup>e</sup> année en citoyenneté* a été distribuée dans toutes les écoles secondaires de langues française et

anglaise de l'Ontario. La réaction initiale des enseignants et enseignantes a été très positive. Un enseignant a dit : « ... *les jugements et les cas sont très actuels. Je n'hésiterais pas à l'utiliser pour enrichir mon cours de citoyenneté.* »

Les enseignants de droit et de citoyenneté trouveront des sommaires de décisions en ligne pour analyser de questions précises ou d'arrêts majeurs. Ces ressources, élaborées par les éducateurs et avocats bénévoles du ROEJ, se trouvent sur [www.ojen.ca](http://www.ojen.ca).

Ce numéro du bulletin arrive juste avant les célébrations de la Journée nationale du droit. La Journée du droit, marquant l'anniversaire de la signature en 1982 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, est commémorée par des activités tant pour les élèves que pour les adultes. Les activités de la Journée du droit, qui prennent de l'ampleur chaque année, ont créé plus de liens avec les communautés francophones. Le thème de cette année, *Démocratie, diversité, liberté* dirige l'attention sur la



Juge en chef Brian Lennox, Cour de justice de l'Ontario

façon dont le système judiciaire peut cultiver une meilleure compréhension et appréciation de l'équilibre délicat entre les droits et les responsabilités de la société canadienne d'aujourd'hui.

Dans le cadre du travail du ROEJ pour faire des liens avec les secteurs de l'éducation et de la justice, j'encourage chacun de vous à promouvoir l'éducation juridique pour tous les élèves de l'Ontario.

**Le juge en chef  
de la Cour de justice de l'Ontario,  
L'honorable Brian W. Lennox**

(suite de la page 2)

liées à d'autres problèmes, comme l'itinérance, la drogue et l'alcoolisme, la santé mentale et la violence familiale. J'ai été constamment surprise de voir que souvent, lorsque j'abordais une affaire de droit familial ou pénal, il fallait aussi explorer des problèmes causés par la marginalisation sociale et la pauvreté dans leur vie. »

Pour les avocats et avocates qui décident d'intégrer l'aide juridique à leur pratique du droit, Aide juridique Ontario a élaboré divers séminaires et documents éducatifs. L'an dernier, tous les avocats et avocates en droit des réfugiés ont été invités à prendre part à un séminaire d'une journée. L'an prochain, les avocats et avocates auront l'occasion de participer à une séance de formation spécialisée sur la violence familiale. Divers documents pédagogiques, y compris des séances de formation sur vidéo, sont disponibles en ligne.

Enfin, Aide juridique Ontario pousse son rôle d'éducateur plus loin. En 2005, l'organisation a mis sur pied une campagne

conçue pour éduquer le gouvernement – les politiciens et les fonctionnaires – et le public en général sur le rôle crucial qu'elle joue dans l'appareil judiciaire et comment elle contribue au bien-être des communautés.

Tout le monde sait que la santé d'une personne et de la société est déterminée en grande partie par le statut socio-économique. Les pauvres n'ont pas suffisamment de logements ou de nourriture, et vivent des bouleversements sociaux constants. Les services d'aide juridique agissent comme tampon entre les personnes et la dure réalité de la pauvreté, en fournissant des services directs et en adressant les gens aux services sociaux et communautaires les plus appropriés. Aide juridique Ontario est heureuse de combiner l'éducation et son mandat de fournir des services juridiques de haute qualité à la population ontarienne à faible revenu.

Pour plus de renseignements sur AJO, visitez le site web [www.legalaid.on.ca/fr/](http://www.legalaid.on.ca/fr/).

**La présidente d'Aide juridique Ontario,  
Janet Leiper**

# Les procureurs de la Couronne rencontrent les élèves de l'Ontario

Depuis de nombreuses années, les procureurs de la province de l'Ontario ont généreusement donné de leur temps et de leur énergie pour faire connaître le système judiciaire, en rencontrant les élèves dans les écoles, en organisant des visites de salles d'audience, en offrant du mentorat aux élèves et en menant des projets d'éducation juridique communautaire. Depuis la création du programme *Salle d'audience et salle de classe* en 2000, des dizaines de milliers de jeunes de la province ont eu l'occasion de rencontrer des procureurs et de leur poser des questions sur le système de justice pénale durant des échanges organisés dans les écoles et dans des palais de justice locaux.

Depuis plus de 25 ans, le procureur de la Couronne principal, Paul Culver, à Toronto, présente aux élèves du secondaire les divers aspects du système de justice pénale. M<sup>e</sup> Culver a travaillé fort avec les bénévoles du secteur de la justice pour jeter les fondations du programme *Salle d'audience et salle de classe* pour la région de Toronto, et il continue de travailler avec la Couronne et la magistrature pour assurer la croissance du programme. Lorsqu'on lui a récemment demandé pourquoi il trouvait que l'interaction entre la Couronne et les jeunes était importante, il a expliqué :

*« J'ai toujours été engagé et j'ai toujours travaillé dans ce système, mais il y a tout un monde juridique qui est inconnu pour la plupart de ces enfants. Au-delà de ce qu'ils voient à la télé, de nombreux enfants n'ont pas la chance d'être exposés aux rouages de l'appareil judiciaire. Les adolescents sont à un stade intéressant pour interagir avec nous et nous communiquer leurs idées. »*

Dans ses discussions avec les élèves, il utilise des exemples récents comme le procès dans l'affaire Holly Jones et le procès de Karla Homolka pour expliquer comment les policiers recueillent les preuves et le rôle de la Couronne dans les procès pour infractions criminelles.

Le programme *Salle d'audience et salle de classe* de la région d'Ottawa s'est aussi développé considérablement au cours des ans grâce au leadership et à l'engagement de la procureure de la Couronne principale Hilary McCormack. Malgré son horaire chargé, elle continue de trouver le temps de visiter des écoles secondaires et de rencontrer des élèves de façon régulière. M<sup>e</sup> McCormack insiste sur l'importance pour les procureurs de sensibiliser la population :

*« L'engagement public fait partie du travail des avocats de la Couronne et d'autres membres du secteur de la justice. Les liens avec le public nous forcent à expliquer le système pour que les gens que nous servons le comprennent bien. »*

Elle trouve que l'échange avec les élèves est très satisfaisant et dit :

*« Puisque les élèves forment un groupe différent de ce que nous voyons habituellement, ils apportent de nouvelles perspectives, et nous donnent une énergie et un enthousiasme pour parler du droit. Les élèves du secondaire en particulier semblent avoir une fascination naturelle face au droit suscitée par ce qu'ils voient à la télé. Les emmener dans une salle d'audience tombe bien à ce moment de leur vie où il est plus facile d'encourager et de stimuler leur intérêt à comprendre la loi. »*

La procureure adjointe Maggie Rogers coordonne actuellement les visites des élèves à la Cour supérieure de justice dans le cadre de *Salle d'audience et salle de classe* au 361 ave University à Toronto. Elle travaille à sensibiliser les jeunes à titre de procureure depuis plus de 6 ans. Durant ces visites, les procureurs présentent aux élèves le système des tribunaux et le rôle des responsables des tribunaux. Les élèves participent à des discussions sur les concepts clés comme la présomption d'innocence, et les procureurs leur donnent un bref exposé des affaires en cours. Ils peuvent aussi poser des questions aux juges sur le système de justice pénale, avant d'être scindés en petits groupes pour assister à de vrais procès le même jour.

M<sup>e</sup> Rogers considère que sensibiliser les jeunes est une partie très importante de son travail. Elle dit que : *« Les procureurs ont un devoir d'essayer d'éduquer le public sur l'appareil judiciaire. Nous voulons que les gens soient intéressés par le système et que cet intérêt soit une expérience positive. »*

En plus du fait qu'elle aime rencontrer les jeunes, elle ajoute :

*« Il est important que les enfants soient mis au fait du système de justice à ce moment de leur vie. Plusieurs d'entre eux peuvent un jour devenir jurés, témoins ou agents de police et il est bon de démythifier le processus judiciaire très tôt. »*

Environ 50 000 élèves ont visité des palais de justice en Ontario en 2005. Les procureurs de la province rendent ces visites possibles en offrant leur temps bénévolement. De cette façon, les procureurs de la Couronne, en collaboration avec les avocats de la défense, les juges, les administrateurs des tribunaux et d'autres, contribuent à faire de l'expérience des élèves qui sont exposés au système de justice pour la première fois une expérience positive.

Pour plus de renseignements sur le programme *Salle d'audience et salle de classe* du ROEJ, pour inviter un procureur dans votre école ou pour arranger une visite de classe à votre palais de justice local, visitez le site du ROEJ à [www.ojen.ca](http://www.ojen.ca).



La procureure de la Couronne Maggie Rogers dans la salle d'audience 7-6 de la Cour supérieure de justice, 361, avenue University, Toronto

# Portrait d'une bénévole : Kristen Bucci



M<sup>re</sup> Kristin Bucci, bénévole du ROEJ à Thunder Bay

**K**risten Bucci, une avocate en droit de la famille au cabinet Buset et associés à Thunder Bay, a assuré l'organisation des activités de la Journée du droit annuelle à Thunder Bay et l'expansion des programmes d'éducation juridique dans ce domaine au cours des dernières années. En 2003, lorsqu'elle a été élue présidente de l'Association de droit de Thunder Bay (ADTB), Kristen

a décidé qu'au cours de son mandat, elle organiserait des activités dans le cadre de la Journée du droit pour engager davantage la profession juridique dans la communauté.

Inspiré par son enthousiasme, un comité local a commencé à travailler avec les contacts judiciaires régionaux du ROEJ afin d'organiser une compétition de procès simulés. Dans sa première année, une école a participé à cet événement. Ce succès initial a capté l'intérêt des éducateurs, éducatrices et des avocats, avocates. La deuxième année, le tournoi comptait des procès simulés en français et en anglais. Maintenant dans sa troisième année, six équipes sont enregistrées dans la compétition de 2006, y compris deux équipes qui évolueront en français. Les avocats locaux, recrutés parmi les membres de l'ADTB, ont aidé les équipes des tournois à pratiquer, en les aidant à se préparer pour l'événement. La station de câble a invité Kristen à une de ses émissions pour promouvoir l'événement et pour parler de l'importance de l'éducation juridique.

Outre le fait que les activités de la Journée du droit soient directement reliées à l'impulsion de Kristen de s'engager avec le ROEJ, la portée des activités qui ont maintenant lieu grâce aux efforts de Kristen s'est élargie. Grâce à ses efforts de sensibilisation, chaque école de la région de Thunder Bay est jumelée à un avocat du programme du ROEJ *Adoptez une école*, qui complète les activités de la salle de classe par des conférences et d'autres activités basées sur le curriculum.

Kristen réussit à trouver le temps de s'engager dans l'éducation juridique malgré un horaire chargé, et de tenir ses engagements communautaires et professionnels. Elle dit pour parler de toutes ses activités, qu'elle aime « *le travail d'éducation juridique autant que la pratique normale.* » Son enthousiasme est contagieux puisqu'un comité très actif de juges et d'avocats s'est formé pour assurer que les élèves de Thunder Bay ont l'occasion de prendre de l'expérience et une connaissance directe de notre système de justice.

## Le Barreau du Haut-Canada se joint au programme de dons d'exemplaires du *Code criminel* du ROEJ

**L**e programme de formation permanente du Barreau du Haut-Canada est récemment devenu partenaire du ROEJ pour administrer son programme de dons d'exemplaires du *Code criminel*. Dans le cadre de ce projet, le ROEJ recueille des exemplaires récents du *Code criminel* parmi les avocats, avocates et les juges et d'autres membres de la communauté juridique, et les redistribue aux écoles de toute l'Ontario. Le Barreau appuie le programme en servant de point de cueillette des exemplaires usagés du *Code criminel*. Ce partenariat avec le programme de formation permanente est né de la volonté de Terry Hawtin, ancien président de l'Association de droit de la région de York, qui a suggéré que les participants à une séance de formation

permanente du Barreau apportent leurs exemplaires dont ils n'avaient plus besoin pour en faire don.

Ces exemplaires du *Code criminel* représentent une ressource précieuse pour les élèves qui étudient l'appareil judiciaire. Les enseignants, enseignantes et les élèves se servent beaucoup de ces exemplaires dans leurs classes et dans leurs bibliothèques scolaires. Grâce aux dons de la communauté, plus de 100 écoles ont jusqu'ici bénéficié du programme.

Il y a plus de 850 écoles secondaires dans la province et le ROEJ espère fournir le plus grand nombre possible d'exemplaires du *Code* pour les donner aux élèves qui autrement n'en auraient pas.

Si vous avez une édition récente du *Code criminel* (pas plus vieux que 2003), pensez à lui redonner vie et à l'envoyer dans une école comme outil d'enseignement :

- Contactez directement votre école locale à propos du programme
- Apportez vos exemplaires à toute séance du Barreau en formation permanente
- Déposez-les à la réception du Barreau, à l'attention du ROEJ
- Envoyez-les par la poste à :  
Réseau ontarien d'éducation juridique  
Osgoode Hall, rue 130 Queen Ouest  
Toronto ON M5H 2N6

### Améliorer l'expérience des élèves en classe – Donner vos vieux codes criminels

Le programme de don d'exemplaires du *Code criminel* du ROEJ recycle les exemplaires du *Code criminel* canadien donnés par les membres de la magistrature et du barreau en les envoyant aux enseignants et enseignantes de l'Ontario et aux bibliothèques des écoles.

Si vous avez un code criminel de 2003 ou plus récent à donner, veuillez contacter Nadine Demoe au ROEJ au 416-947-5273 ou à [ndemoe@lsuc.on.ca](mailto:ndemoe@lsuc.on.ca).

# Initiatives de justice réparatrice avec *Peacebuilders International*

Les jeunes de Toronto suspendus ou expulsés en vertu des dispositions de la *Loi sur la sécurité dans les écoles*, ainsi que les jeunes qui attendent d'être mis en accusation, ceux contre qui on a porté des accusations et ceux qui sont en attente d'une décision, et qui sont sous le coup des dispositions de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (LSJPA), peuvent bénéficier d'un nouveau projet prometteur de déjudiciarisation dans le domaine de la justice réparatrice à St. James Town et Regent Park. Le projet pilote Peacemaking Circles fait partie de trois projets à Toronto mis en place par Peacebuilders International, un organisme sans but lucratif de l'Ontario et un projet de la fondation Agora. Les trois programmes de Peacebuilders International visent à développer la capacité de la communauté à résoudre les conflits systémiques et les pratiques de justice réparatrice.

La mission de Peacebuilders International est de créer des partenariats interculturels parmi les jeunes et les adultes pour des communautés paisibles et durables.

Avec l'appui de la Fondation du droit de l'Ontario, le projet pilote Peacemaking Circles a créé un modèle de projet de déjudiciarisation dans le domaine de la justice réparatrice pour les jeunes à risque de 13 à 25 ans. Un groupe de soutien personnalisé est établi pour chaque jeune qui veut participer honnêtement au programme et assumer la responsabilité de ses actions. Les Peacemaking Circles sont utilisés lors des réunions avec les jeunes, leurs familles, leur école, les victimes et les autres, afin d'explorer les problèmes en cause et d'aider les jeunes à déterminer les actions à prendre. Les cercles qui sont bien organisés peuvent offrir aux jeunes et aux autres un endroit sûr pour écouter, parler de leur expérience et faire des remue-méninges pour trouver des solutions.

La directrice du projet, Zahra Dhanani, a reçu un des prix Vital People 2005 de la fondation communautaire de Toronto. Un des agents de police qui travaille au projet a reçu le prix National Youth Justice Policing 2005. Le projet de cercles (Circles Project) a eu un fort impact sur les jeunes. Après avoir terminé le programme, un jeune, qui avait décroché de l'école un an auparavant, est retourné à l'école, a repris le basketball, a fini sa 11<sup>e</sup> année et a continué sa 12<sup>e</sup> année. Dans un autre cas, quatre jeunes qui avaient attaqué violemment un jeune homme, ont participé à un cercle très intense et constructif avec la victime. Plusieurs membres de la communauté étaient présents durant cette rencontre y compris des amis et des parents. Le cercle a examiné l'incident violent en lui-même, et a discuté des pratiques violentes et non violentes. À la fin du cercle, la victime et les délinquants ont demandé s'ils pouvaient marcher ensemble jusqu'à la maison. Dans une autre affaire, une compagnie qui avait été la cible d'un crime a offert un emploi au jeune délinquant après leur participation conjointe à un cercle. Ce projet pilote a maintenant fait ses preuves avec 35 jeunes.

Le projet de cercles contient également une campagne intensive de sensibilisation de la communauté et de formation de

membres de la communauté. Il a un comité de direction communautaire engagé qui se réunit chaque mois et comprend des représentants de la police, des tribunaux, d'organismes communautaires, d'écoles et de la communauté.

Le deuxième projet de modèle de Peacebuilders est basé à Jamestown et Rexdale/Kipling, et compte parmi ses partenaires le centre de santé communautaire de Rexdale, l'association de femmes immigrantes de Somali et l'équipe de médiation de conflits d'Etobicoke. Ce projet vise à élaborer un pilote pour établir un dialogue dans les communautés victimisées à Etobicoke-Nord. Ce projet est financé par le ministère du Procureur général.

Le troisième projet pilote de Peacebuilders est mené en partenariat avec le Conseil scolaire du district de Toronto et vise à élaborer et à élargir l'utilisation de pratiques réparatrices dans les écoles. Le projet se servira du principe des cercles pour aborder les questions de sécurité à l'école, enseignera au personnel et aux élèves une approche communautaire au processus décisionnel et à la résolution de conflits de groupe et encouragera l'établissement de salles de classe et de communautés sûres.

Pour plus de renseignements sur Peacebuilders International et pour savoir comment obtenir une formation pour travailler avec les Peacemaking Circles, visitez [www.peacebuildersinternational.com](http://www.peacebuildersinternational.com) ou appelez au 416-960-0105.

**La fondatrice et directrice générale,  
Eva Marszewski  
Peacebuilders International**

## *Faites entrer les arts dans votre palais de justice local*

Le ROEJ cherche des commanditaires pour son programme d'affiches *Les arts dans les salles d'audience*. Ce programme a été mis sur pied grâce aux efforts communs du ROEJ, d'Aide juridique Ontario, du ministère du Procureur général et de la Fondation du droit de l'Ontario. Il a été conçu pour rendre l'atmosphère des salles d'audience de l'Ontario plus chaleureuse en exposant une collection d'œuvres des élèves des écoles élémentaires qui illustrent les thèmes de la Journée annuelle du droit. Grâce à l'appui généreux de l'Association de droit de la région de York cette année, une affiche *Les arts dans les salles d'audience* est suspendue sur un des murs du palais de justice de Newmarket.

Si votre association locale de droit ou votre cabinet aimerait commanditer une affiche d'un artiste de votre communauté, veuillez contacter le bureau du ROEJ au 416-947-5273 pour discuter des diverses façons de procéder.

# « LAWS » vise les jeunes

De grands changements s'opèrent dans deux écoles secondaires de Toronto sur le thème du droit. Depuis septembre 2005, Central Technical School et Harbord Collegiate Institute sont les sites d'essai du premier programme d'école secondaire sur la justice et le droit au Canada.

Inspiré des programmes de deux écoles secondaires à thème juridique à New York, le programme LAWS – le droit en action dans les écoles – est un projet de la faculté de droit de l'université de Toronto et du Conseil scolaire du district de Toronto. Le programme vise les élèves qui ont du potentiel académique, mais qui ont du mal à réussir à l'école.

Le programme a des objectifs multiples. Il vise d'abord à fournir aux élèves les habiletés, le savoir et la confiance nécessaire pour réussir à l'école secondaire et pour considérer sérieusement de poursuivre leur éducation postsecondaire. Le programme atteint ces objectifs en utilisant les thèmes et les questions juridiques pour maintenir l'intérêt des élèves dans le curriculum, en établissant des connections entre les élèves de l'école secondaire et les étudiants des écoles de droit sous la forme de programmes de mentorat hebdomadaire, et en présentant aux élèves les professions reliées au droit et les établissements d'enseignement postsecondaire à l'aide de voyages sur le terrain et de comités sur les carrières.

Les deux écoles pilotes ont une approche tout à fait différente du programme LAWS. À Harbord Collegiate, tous les élèves de 10<sup>e</sup> année étudient pendant toute une année les thèmes du droit et de

la justice, qui sont intégrés aux cours sur la citoyenneté et les carrières. Cette approche donne à tous les 250 élèves de 10<sup>e</sup> année à Harbord un avant-goût du droit dans ce cours obligatoire.

Par contraste, à la Central Technical School, une cohorte de 55 élèves passent ensemble la 10<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année dans un programme spécialisé qui intègre des thèmes de droit et de justice dans les classes essentielles. L'approche de Central Tech reconnaît les élèves qui ont des possibilités académiques mais qui ont des difficultés à réussir. De nombreux élèves participants ont des antécédents très divers y compris ceux qui viennent de famille à faible revenu, de familles d'immigrants et de familles dont les membres n'ont aucune éducation postsecondaire.

Jusqu'à maintenant, les élèves des deux programmes ont participé à des visites au vieil Hôtel de Ville de Toronto et de la faculté de droit de l'université de Toronto. Ils ont aussi pris part à un comité sur les carrières, ainsi qu'à des ateliers sur la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*, sur la loi de la Charia, sur le téléchargement de la musique, sur le droit de la propriété intellectuelle et sur le profilage racial.

Les élèves de la faculté de droit tiennent un rôle actif dans le programme. Ils font du tutorat bénévolement deux fois par semaine aux deux écoles secondaires, et dirigent des ateliers interactifs. Les anciens de la faculté s'engagent aussi, en participant à des comités sur les carrières et en appuyant les élèves durant toute l'année scolaire.

Selon la faculté de droit, le programme LAWS n'est pas réservé aux élèves du secondaire intéressés à poursuivre une carrière juridique. Le programme



Son honneur Karin Dresher explique aux élèves de l'école Central Technical comment on devient juge de paix lors d'un comité sur les carrières.

développe des habiletés importantes qui se retrouvent dans toutes les facettes de la vie sociale et professionnelle, comme la plaidoirie, l'écriture et la pensée critique. « Ces outils les aideront à terminer le secondaire et les aideront à réussir dans tout emploi qu'ils choisiront, » dit Nikki Gersh bain, directrice des projets spéciaux de la faculté de droit.

Alexis Archbold, le coordonnateur du programme LAWS, dit que les enseignants avec qui les professeurs de la faculté ont travaillé pour élaborer et livrer le programme LAWS se sont montrés très enthousiastes. Ils sont heureux d'avoir la chance d'aborder la loi de si près, et ils croient que le programme fera une différence dans la vie de leurs élèves.

Le dynamisme face au programme fait boule de neige dans les écoles de droit et dans les conseils scolaires de la province. Le succès du programme a permis à LAWS d'obtenir du financement de la Fondation du droit de l'Ontario pour élaborer un modèle de LAWS qui sera utilisé par d'autres pour créer un partenariat unique au profit des élèves du secondaire qui travaillent avec les étudiants des écoles de droit en particulier, et avec la profession juridique et la société en général. La faculté travaille déjà avec le ROEJ pour élargir le programme en partageant ses pratiques exemplaires avec d'autres établissements postsecondaires.

Pour de plus amples renseignements sur le programme LAWS, communiquez avec le coordonnateur de programme, Alexis Archbold, que l'on peut joindre à [laws.law@utoronto.ca](mailto:laws.law@utoronto.ca), ou au 416-978-5841.



Le tuteur bénévole, Evan Schiller, un étudiant de première année en droit à l'université de Toronto, fournit une aide académique et du mentorat à Arsalan Mughal, un élève de 10<sup>e</sup> année à Harbord Collegiate.

# Activités de la Journée du droit *pour les élèves, les*

La Journée du droit est un événement national qui célèbre la signature de la *Charte canadienne des droits et libertés* et qui vise à éduquer le public sur le rôle et l'importance du droit et de l'appareil judiciaire. Des programmes de la Journée du droit sont prévus dans toute l'Ontario; ces programmes sont organisés en partenariat avec le ROEJ, l'Association du barreau de l'Ontario, Aide juridique Ontario, le Barreau du Haut-Canada et le Réseau de l'éducation de l'Ontario. Célébrez la Journée du droit, qui aura lieu le 6 avril 2006, en participant aux activités de la Semaine du droit qui aura lieu du 3 au 7 avril en Ontario. Les membres du barreau et de la magistrature sont encouragés à se porter volontaires pour assurer le succès des programmes de la Journée du droit. Les activités de 2006 portent sur le thème *Démocratie, diversité, liberté*.

## Les programmes de langue française

L'Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO) offre un programme de la Journée du droit en français à Ottawa (6 avril), à Toronto (5 avril), à Thunder Bay et à Sudbury. Le programme consiste en un procès simulé avec des avocats, des juges, des agents de police et des témoins. L'événement sera modéré avec l'aide de la FESFO qui mettra en scène le procès d'un jeune contrevenant accusé de possession de stupéfiants. Le procès simulé sera suivi de trois ateliers pour les participants et participantes, y compris un atelier sur les carrières juridiques, un jeu portant sur la Charte et des délibérations de jury. Il y aura un atelier additionnel pour les enseignants sur l'intégration du droit, des procès simulés et d'autres renseignements juridiques dans le curriculum. TFO offrira aussi une programmation pour la Journée du droit par le biais de trois émissions de télévision : Megallo, Volt et Panorama. **Contactez [dleitch@fso.gov.on.ca](mailto:dleitch@fso.gov.on.ca) ou [bureau@ajefo.ca](mailto:bureau@ajefo.ca) pour vous inscrire.**

## Programmes provinciaux

### *Procès simulés dans les écoles primaires*

Les enseignants des années supérieures des écoles primaires sont encouragés à s'inscrire à ce programme de deux jours offert par l'Association du barreau de l'Ontario. La première journée, un avocat ou avocate ou un étudiant ou étudiante en droit offre aux élèves un aperçu du système de justice pénale canadien, présente un scénario pour le procès simulé et présente les rôles des avocats et des témoins. La semaine suivante, l'avocat ou l'étudiant en droit revient et préside le procès simulé. Les avocats intéressés comme bénévoles pour ce programme sont aussi encouragés à s'inscrire. **Contactez [atarantino@pallettvalo.com](mailto:atarantino@pallettvalo.com)**

### *Tournoi de procès simulés des écoles secondaires de l'Association du barreau de l'Ontario*

L'Association du barreau de l'Ontario invite tous les enseignants et enseignantes des écoles secondaires de l'Ontario à inscrire leurs élèves à ce tournoi excitant basé sur une allégation d'infraction criminelle. Les élèves jouent les rôles de l'avocat de la Couronne, de la défense, du témoin et de l'accusé. **Contactez [crevoy@oba.org](mailto:crevoy@oba.org)**

### *Concours d'affiches de 5<sup>e</sup> année*

Aide juridique Ontario commandite cette compétition annuelle pour les élèves de 5<sup>e</sup> année dans toute l'Ontario. Les élèves sont invités à soumettre une affiche en français ou en anglais sur le thème de la Journée du droit. **Contactez [farial@lao.on.ca](mailto:farial@lao.on.ca)**

### *Le défi de la Charte*

Cette activité réunit les élèves des écoles secondaires pour travailler en collaboration sur des décisions concernant des situations fondées sur la réalité liées à la Charte. Il s'agit d'une simulation virtuelle liée directement aux programmes d'études provinciaux. **Contactez [sheirhod@enoreo.on.ca](mailto:sheirhod@enoreo.on.ca)**

### *Le Grand Débat*

Ce débat en direct entre des universitaires et des professionnels juridiques est conçu pour les enseignants de droit et d'éducation à la citoyenneté des écoles secondaires. Le débat est mené devant un auditoire d'éducateurs sur une question juridique et se tient traditionnellement à la Cour d'appel de l'Ontario. Le débat de cette année analyse le rôle de la foi dans l'arbitrage en droit de la famille. **Contactez [ndemoe@lsuc.on.ca](mailto:ndemoe@lsuc.on.ca)**

### *Concours de photographie*

Les élèves âgés de 12 à 18 ans sont encouragés à soumettre une photo qui capture le thème de cette année : « Démocratie, diversité, liberté ». **Contactez [dnewman@cametoid.com](mailto:dnewman@cametoid.com)**

### *Appelez un avocat*

Recevez des renseignements juridiques pro bono d'avocats près de chez vous ! Durant ce programme, de 14 h à 17 h, le jeudi 6 avril, les avocats et avocates de l'Ontario offrent leur temps et leur expertise gratuitement pendant une demi-journée en répondant au téléphone pour donner des renseignements juridiques au public. Vérifiez votre journal communautaire peu avant le 6 avril pour plus de détails. Les avocats sont encouragés à se porter volontaires. **Contactez [npopovic@ida.ca](mailto:npopovic@ida.ca)**

## Programmes locaux de la Journée du droit au printemps 2006

### Halton

*Tournoi de procès simulés des écoles secondaires*  
3 mai au palais de justice de Halton.

### Kitchener-Waterloo-Cambridge

*Procès simulé et fête au Great Hall*

Cet événement aura lieu le samedi 22 avril au palais de justice supérieur de Kitchener et les élèves d'écoles secondaires agiront comme jurés. Une séance de questions et de réponses suivra avec



**Law**  
**La Journée**



# membres de la communauté et les avocats dans votre quartier

des professionnels de la justice. La fête au Great Hall est une occasion pour les élèves, les enseignants, les membres du public et les professionnels de la justice de se rencontrer après le procès simulé.

## Manitoulin Island

*Symposium simulé en droit sur la détermination de la peine*

## Oshawa

*Coupe Kelly simulée*

Les finales de ce tournoi ont lieu le 5 avril. Le palais de justice sera aussi ouvert pour des visites du public et des élèves. Les élèves simuleront une audience de petites créances qui sera ouverte au public durant la soirée.

## Ottawa

*Course pour le plaisir*

La 11<sup>e</sup> course/marche pour le plaisir de la Journée du droit aura lieu le vendredi 21 avril. Les produits de l'événement de cette année seront remis au programme de camp d'été pour enfants Christie Lake et STAR.

*Tournoi de procès simulés des écoles secondaires*

Ce tournoi comprend des procès dans les deux langues officielles et une reproduction de l'infraction jouée par des élèves en arts dramatiques d'écoles secondaires.

*Comité sur les carrières*

Joignez-vous aux centaines d'élèves participant aux comités sur les carrières portant sur les emplois dans la communauté juridique. Les comités seront menés en français et en anglais et compteront des avocats, des juges, des procureurs de la Couronne, des avocats de la défense, ainsi que des agents de police, de probation et de correction.

*Visites de salles d'audience*

Venez visiter les salles d'audience de la Cour suprême du Canada et du palais de justice d'Ottawa dans le cadre de la Journée du droit.

## Région de Peel

*Tournoi de procès simulés*

Le 4<sup>e</sup> tournoi annuel « Que la justice l'emporte » (Let Justice Prevail) de procès simulés de Peel a eu lieu les 2 et 10 mars au palais de justice de Brampton.

## Simcoe-Muskoka

*Tournoi de procès simulés de Simcoe-Muskoka*

Ce tournoi pour les élèves des écoles secondaires aura lieu au palais de justice de Barrie, le 18 mai.

## Sudbury

*4<sup>e</sup> tournoi annuel de procès simulés de Sudbury*

L'événement de cette année comprenait un procès entièrement bilingue. L'événement a eu lieu le 16 janvier.

## Thunder Bay

*Tournoi de procès simulés*

Ouvert aux élèves des écoles secondaires de la région de Thunder Bay, le tournoi aura lieu le 20 et 21 avril. **Contactez kbucci@Buset-Partners.com**

*Visites du palais de justice*

Participez aux visites guidées du palais de justice de Thunder Bay. **Contactez kbucci@Buset-Partners.com**

*Concours d'essais*

Le concours d'essais est ouvert aux élèves des écoles secondaires de la région de Thunder Bay. **Contactez kbucci@Buset-Partners.com**

## Toronto

*Visites des salles d'audience*

À Toronto, les classes de septième et huitième année ont l'occasion de visiter Osgoode Hall pour rencontrer des juges et des avocats et leur poser des questions. **Contactez jmaclean@torys.com**

*Cérémonie de citoyenneté*

L'Association du barreau de l'Ontario souhaite la bienvenue à 80 nouveaux citoyens lors d'une cérémonie spéciale le 6 avril. Le but est de présenter l'appareil judiciaire à ces Néo-Canadiens dans un environnement accueillant et de les aider à comprendre la *Charte des droits et libertés*. Une copie de la Charte est remise à tous les nouveaux citoyens.

*Tournoi de procès simulés interscolaires du conseil du district catholique de Toronto*

Joignez-vous aux autres équipes des écoles catholiques de la grande région de Toronto dans ce tournoi interscolaire. Les rondes préliminaires ont lieu à Osgoode Hall, université York, et les finales sont prévues le 18 mai au palais de justice du 361, avenue University.

*Procès et détermination de la peine simulés des écoles primaires*

Le 27 et 31 janvier, les élèves de 6<sup>e</sup> année de l'école Montcrest ont participé à un procès et à une détermination de la peine simulés au vieil Hôtel de Ville.

## Windsor-Essex

Les enseignants en droit et en citoyenneté du comté d'Essex sont invités à s'inscrire aux visites interactives des salles de classe avec des avocats et des juges le 7 avril. **Contactez Jim Branoff** pour l'inscription au **519-254-4958**.

## Région de York

*3<sup>e</sup> tournoi annuel de procès simulés pour la coupe des juges*

Cet événement a eu lieu le 27 février dans les chambres du conseil régional de York et comprenait un salon de l'emploi.

*Si vous avez des renseignements sur d'autres activités locales, veuillez nous envoyer les détails.*



# Day e du droit

# Réflexion : le symposium juridique sur les condamnations injustes

par Piroshin Moodley

Mon nom est Piroshin Moodley et je suis venu ici de Johannesburg, en Afrique du Sud, avec le programme d'échange étudiant Rotary. Étant au Canada seulement pour un an, j'espère me plonger dans la culture et la vie du citoyen canadien moyen. Je suis toujours en quête de renseignements sur la société canadienne et le symposium sur les condamnations injustes, tenu à l'école Humberview à Bolton, m'a permis d'entrevoir le système juridique canadien. J'ai participé à la conférence avec un esprit ouvert, désireux de connaître une petite partie, mais combien importante, du système de justice canadien : les condamnations injustes.

Chaque élève a eu l'occasion d'assister à deux des quinze ateliers offerts. Choisir les ateliers a été très difficile en raison de la vaste gamme de sujets et de conférenciers. Après avoir bien réfléchi, j'ai choisi le laboratoire du coroner et l'atelier sur les enquêtes sur les lieux de crimes.

Nous avons suivi le sergent détective Sadler et le détective Bryan, du département des homicides de la région de York, pour voir ce qu'il faut pour résoudre les mystères d'un meurtre. Des enseignants et des élèves intéressés nous ont d'abord assurés que les vraies enquêtes sur les lieux de crimes n'avaient rien à voir avec ce que nous voyons à la télé! Cela réglé, nous avons vu les outils utilisés et les étapes nécessaires dans une enquête. Il s'agissait entre autres de méthodes scientifiques, de recherche et d'enquête et, bien sûr, de pure logique! Je suis sûr que chacun a quitté la pièce avec un respect renouvelé pour le travail extrêmement difficile et laborieux des agents de la police.

Après un repas copieux dans le gymnase, où les élèves pleins d'entrain discutaient et échangeaient des renseignements sur les ateliers choisis, nous sommes repartis pour la séance B. Ma deuxième séance

portait sur le laboratoire du coroner avec le Dr James Cairns – le coroner en chef adjoint de l'Ontario. Une fois encore, nous nous sommes fait dire que le travail du Dr Cairns était très différent de ce qu'on voyait à la télé ou au grand



Les élèves de droit de l'école Humberview à Bolton étaient les organisateurs principaux du symposium de droit sur les condamnations injustes.

écran. Nous avons été captivés par sa présentation multimédia et son humour noir, et pour les 45 minutes suivantes, il a parlé de faits extraordinaires sur les morts et les meurtres en Ontario. Nous avons bien examiné la façon dont les coroners tirent leurs conclusions sur les

---

***Il a permis de démythifier de nombreux concepts pour moi et pour les autres élèves. Nous avons eu la chance d'absorber, de croître, d'apprendre et de réfléchir...***

---

morts qu'ils voient tous les jours, y compris des renseignements sur la technologie médico-légale qui forme cette partie importante du système de justice moderne.

Certains des autres ateliers comprenaient le processus légal, avec des représentants de la magistrature, de la police régionale de Peel, de la police provinciale de l'Ontario et du ministère de la Justice à Ottawa. Ces personnes ont fait enquête sur des processus de procès et sur les mesures prises pour prévenir les condamnations injustes.

John Tory a dirigé un séminaire avec la perspective du législateur, tandis que le professeur Christopher Sherrin a parlé du projet « Innocence » de la faculté de droit d'Osgoode Hall. Paula Osmok nous a donné des informations sur le travail accompli par la société John Howard et le professeur Kent Roach a montré aux élèves une approche universitaire à la criminologie. La sénatrice Marjory LeBreton (à la tête de l'appui du parti conservateur pour M. Truscott) a animé une discussion de groupe qui suggérait des actions possibles qui pourraient être prises lorsqu'il y a des condamnations injustes. D'autres ateliers comprenaient le rôle des médias dans les condamnations injustes, avec les reporters Tracey Tyler et Harold Levy du Toronto Star et Kirk Makin du Globe and

Mail; le rôle du détective privé dans le système de justice pénale; le travail de l'association pour la défense des personnes injustement condamnées; et « Apprendre...agir...motiver », un atelier inspirant où les élèves nous ont montré le rôle et la responsabilité des jeunes et comment nous, comme élèves, nous pouvons faire une différence – que ce soit par des pétitions, des procès simulés et même en créant notre propre site web.

Les ateliers les plus populaires étaient bien sûr ceux qui comptaient l'invité d'honneur lui-même, Steven Truscott. Les élèves ont entendu parler M. Truscott, sa famille, ses amis et tous ceux qui étaient liés de près à sa cause. Ces ateliers couvraient la plupart des aspects de la cause, depuis le livre d'Isabel LeBourdais, jusqu'à l'examen du procès, l'impact sur la famille Truscott et la perspective de ses avocats. Après nos ateliers, les élèves, les enseignants et les conférenciers se sont réunis dans l'entrée principale pour ce que j'ai considéré

(suite à la page 11)

(suite de la page 11)

comme le point saillant du Symposium. Le journaliste distingué et personnalité médiatique Linden Macintyre de l'émission de CBC « The Fifth Estate » a présenté le documentaire « The Steven Truscott Story », sur les ondes pour la première fois en mars de 2000 et mis à jour en 2004.

M. Truscott, sa famille et ses amis ont donné au Symposium leur plein appui et nous étions extrêmement excités d'entendre l'histoire de la bouche même de l'homme. Pour être honnête, je croyais que quelqu'un qui avait connu la douleur et la souffrance de Steven Truscott aurait été amer et rancunier. En fait, il était exactement le contraire.

D'une voix douce et très humble, Steven Truscott a remercié personnellement tous les élèves pour leur aide et leur sympathie. Il est un excellent modèle pour tous les élèves, et nous a donné une leçon de vie portant sur l'espoir et la persévérance dans l'adversité. Nous avons eu un aperçu de la somme énorme de temps, d'énergie et de travail investie pour faire renverser sa condamnation.

Le symposium sur les condamnations injustes a été une expérience extraordinaire. Il a permis de démythifier de nombreux concepts pour moi et pour les autres élèves. Nous avons eu la chance d'absorber, de croître, d'apprendre et de réfléchir, et je

crois que je parle au nom de tous ceux qui ont participé lorsque je dis que, par-dessous tout, il nous a inspiré une grande admiration et beaucoup de respect pour le système de justice canadien !



Steven Truscott, sa famille et son avocat ont tous appuyé l'aspect d'éducation juridique publique du récent symposium de droit de Peel. Tous ont participé.

## Forum postsecondaire sur les pratiques exemplaires

Lorsque Julia Haningsberg a commencé son détachement à la faculté de droit d'Osgoode Hall, elle a entendu parler de divers projets qui liaient les étudiants de la faculté à des élèves du secondaire. Cependant, il est vite devenu apparent que même dans cet établissement, les gens n'étaient pas au courant de ces importants projets. En cherchant hors des murs de la faculté, elle s'est rendu compte que le problème n'était pas propre à Osgoode.

Inspirée pour traiter de cette question, Julia a demandé au ROEJ de trouver ce que les autres établissements postsecondaires faisaient pour promouvoir l'éducation juridique. Il a vite été évident qu'il n'y avait pas de méthode pour disséminer les idées et partager les ressources. Pour palier cette lacune, et grâce au travail acharné de l'assistante de recherche de Julia, Carla Gonçalves Gouveia, une enseignante qui suit maintenant des cours à la faculté de

droit, on a vite organisé le Forum postsecondaire sur les pratiques exemplaires : le droit en action, qui s'est tenu le 23 novembre 2005.

Les représentants d'universités et de collèges de la province ont été invités au forum, avec ceux des établissements juridiques et pédagogiques, sources de programmes d'éducation juridique. Plus de 35 personnes ont participé à l'événement d'une demi-journée. Le juge en chef Roy McMurtry a ouvert l'événement, en demandant aux participants de relever le défi de faire des liens directs avec les jeunes à risque. Julia et Carla ont présenté le programme de tutorat d'Osgoode dans les écoles secondaires (T.O.P.P.S.) Alexis Archbold a fourni un survol du programme LAWS de l'université de Toronto (voir page 7 pour des détails sur le programme). Sarah McCoubrey a parlé des programmes du ROEJ, y compris le projet pilote *Adoptez une école* qui fonctionne en collaboration avec le ministère du Procureur général, et le partenariat avec la Société du logement communautaire de Toronto pour livrer des programmes d'éducation juridique dans les quartiers.

Après les présentations, les participants se sont engagés dans une vive discussion sur le besoin de fournir au public des programmes appropriés pour les jeunes à risque. Les représentants des collèges ont fait ressortir le rôle majeur que les programmes d'études parajuridiques et juridiques jouent pour exposer les élèves

aux carrières en droit. Les questions d'accès et de frais de scolarité ont été identifiées comme des barrières majeures pour les jeunes. Plusieurs participants ont souligné la valeur des programmes qui jumellent les professionnels aux jeunes dans une relation de mentorat, encourageant les élèves à terminer leurs études et à se donner des objectifs ambitieux.

À la fin du forum, l'enthousiasme était palpable, et on émettait des idées de nouveaux programmes et partenariats. Plusieurs avocats se sont portés volontaires pour aider à la mise en place de ces programmes.

Pour continuer sur cet enthousiasme, un serveur de liste d'établissements postsecondaires a été établi par le biais du site web du ROEJ. Les abonnés du serveur de liste seront invités à soumettre un sommaire des programmes de leur région, qui seront ensuite distribués à tous les noms de la liste, donnant l'occasion aux établissements de partager leurs pratiques exemplaires et d'élaborer de nouveaux programmes qui relieront les ressources et l'énergie des professeurs et des étudiants de programmes reliés au droit avec des élèves des écoles publiques.

Si vous voulez vous joindre au serveur de liste, veuillez visiter [www.ojen.ca/fra/main\\_fr/sign\\_up\\_newsletter\\_fr.htm](http://www.ojen.ca/fra/main_fr/sign_up_newsletter_fr.htm) pour vous abonner. On peut obtenir des renseignements sur tout programme mentionné ci-haut en contactant le bureau du ROEJ à [ojen@lsuc.on.ca](mailto:ojen@lsuc.on.ca).



Les participants ont offert des suggestions et partagé des idées lors du Forum postsecondaire sur les pratiques exemplaires.

# Portrait des partenaires du Réseau

## Le ESL/ELD Resource Group of Ontario (ERGO)

Le ESL/ELD Resource Group of Ontario (ERGO) est un organisme de coordonnateurs et de consultants d'anglais langue seconde et de perfectionnement en littératie en anglais et de représentants désignés des conseils d'éducation, des collèges et des universités dans toute l'Ontario qui se consacrent à l'amélioration des occasions éducationnelles et des pratiques pour les élèves d'ALS et de PLA (ESL/ELD).

L'ERGO parle activement au nom des élèves d'ALS et de PLA pour leur assurer un accès équitable à des programmes d'éducation de qualité du primaire au palier postsecondaire. Dans le cadre de son rôle, l'ERGO fournit du leadership dans l'élaboration de documents et de politiques du ministère de l'Éducation portant sur les apprenants d'ALS et de PLA, en plus de répondre aux questions provinciales et fédérales qui touchent ce groupe d'élèves.



L'ERGO maintient aussi un réseau provincial qui tient lieu de forum pour discuter de questions clés, de recherche, de perfectionnement professionnel et de renforcement des capacités, et de l'élaboration et du partage des nouvelles ressources pour les écoles primaires et secondaires avec d'autres organismes qui travaillent dans ce domaine.

Parmi certaines des plus récentes initiatives d'ERGO, on compte la conduite de programmes en formation d'enseignants pour aborder la diversité culturelle et linguistique mouvante en Ontario; le lobby pour assurer que les nouveaux bulletins provinciaux tiennent compte des apprenants d'ALS et de PLA; le lobby pour appuyer le rapport du vérificateur général et ses recommandations sur la responsabilité des subventions générales aux programmes d'ALS et de PLA; et l'élaboration de ressources pédagogiques pour adapter facilement de nouveaux cours qui tiennent compte des besoins de ce groupe d'apprenants.

Pour avoir accès aux ressources en ligne d'ALS et de PLA et pour plus de renseignements sur l'ERGO, visitez [www.ergo-on.ca](http://www.ergo-on.ca).

## Le Bureau de l'ombudsman

Le Bureau de l'ombudsman a été créé par l'Assemblée législative de l'Ontario en 1975. L'ombudsman est un agent indépendant qui enquête sur les plaintes concernant l'administration des organismes du gouvernement provincial et sur l'équité dans la prestation de services gouvernementaux au public. L'ombudsman surveille actuellement environ 500 organismes du gouvernement provincial y compris les ministères, les organismes, les conseils, les commissions et les tribunaux administratifs.



OMBUDSMAN  
ONTARIO

L'ombudsman répond à environ 23 000 plaintes par année. Après une enquête, l'ombudsman peut faire des recommandations pour qu'une politique ou une pratique du gouvernement soit changée lorsque justifié, pour régler les problèmes de traitement injuste.

L'équipe d'intervention spéciale de l'ombudsman (EISO) est une nouvelle équipe créée en avril 2005, pour scruter les questions sérieuses, à haut profil et systémiques qui affectent de nombreux Ontariens et Ontariennes. Les enquêtes de l'EISO peuvent mener des recommandations qui auront un impact direct sur une personne et qui entraîneront des changements dans des programmes, des politiques et des services du gouvernement. Par exemple, les récentes enquêtes de l'EISO ont permis aux parents d'enfants gravement handicapés de ne plus être obligés d'abandonner la garde de leurs enfants pour recevoir les soins résidentiels nécessaires. Après une autre recommandation de l'EISO, le ministère de la Santé et des Soins de longue durée ont accepté de payer un médicament miracle qui garde en vie une adolescente de Barrie, et de revoir les politiques de financement des médicaments. Une autre enquête de l'EISO a entraîné une augmentation de 2 à 27 du nombre de tests génétiques menés sur des nouveau-nés en Ontario, ce qui peut sauver la vie de quelque 25 enfants par année.

Le principe d'accès à la justice continue de guider toutes les activités de l'ombudsman de l'Ontario car il sert à assurer que les droits de tous les Ontariens et Ontariennes sont vigoureusement défendus et que le gouvernement de l'Ontario est responsable devant ses citoyens et citoyennes. Toutes les enquêtes menées par l'ombudsman sont faites gratuitement.

Ombudsman Ontario a un programme de communication et de sensibilisation qui vise des groupes et des intervenants identifiés. Il distribue des documents d'information aux groupes d'intérêts et à des organismes et fait aussi des présentations pour assurer la transparence et l'imputabilité de la prestation des services gouvernementaux.

Pour plus de renseignements sur Ombudsman Ontario, visitez le site web [www.ombudsman.on.ca](http://www.ombudsman.on.ca).

# Les bénévoles de la communauté juridique prêtent main-forte à l'événement Portes ouvertes à Osgoode

Une dizaine d'avocats du ministère du Procureur général étaient parmi les nombreux bénévoles qui ont participé aux journées achalandées Portes ouvertes à Osgoode Hall en 2005. En faisant profiter de leurs connaissances juridiques et historiques sur Osgoode Hall les milliers de visiteurs qui ont participé aux journées Portes ouvertes du week-end, ces avocats et avocates ont rehaussé le dialogue entre le public et la communauté juridique entraîné par l'événement.

Comme les journées Portes ouvertes de 2006 approchent à grands pas, les organisateurs du programme à Osgoode Hall cherchent des bénévoles pour aider à guider le public, les 27 et 28 mai, dans l'édifice où se sont vécues certaines des plus grandes pages de l'histoire juridique de l'Ontario.

En 2000, Toronto est devenue la première ville nord-américaine à joindre le mouvement « Portes ouvertes », qui offre un accès gratuit aux édifices historiques. Amorcé en 1984, le concept a eu beaucoup de succès outre-mer et en Amérique du Nord.

Étant un site historique national, Osgoode Hall – foyer de la Cour d'appel de l'Ontario et du Barreau du Haut-Canada – était un choix évident pour l'événement de Toronto, qui se tient au cours du dernier week-end de mai chaque année. Même si l'édifice est ouvert au public, Osgoode Hall peut intimider quelques visiteurs et ils sont peu nombreux à venir seuls pour y jeter un œil. Cependant, les bénévoles ont été renversés par la demande inattendue de visites durant la première année de cet événement et, depuis, Osgoode Hall est l'une des attractions les plus courues de Portes ouvertes Toronto, accueillant quelque 9 500 visiteurs en un week-end.

Une grande partie de l'attraction à Osgoode Hall, outre sa valeur historique et architecturale, est sa connexion au système de justice. Les visiteurs ont la chance d'entrer dans



Des membres d'une visite publique d'Osgoode Hall durant la journée Portes ouvertes Toronto qui se tient en mai.

les salles d'audience et de s'informer sur le processus juridique, dont les mécanismes, de toute évidence, ne sont pas familiers au public en général. Dans leurs visites libres, les visiteurs peuvent consulter une fiche d'explication et peuvent poser des questions aux nombreux bénévoles postés à divers points de l'édifice. En 2005, presque 50 bénévoles représentaient les divers rôles du secteur de la justice. Il y avait, entre autres, du personnel de la Cour d'appel et du Barreau, des professeurs de droit du Collège Seneca et des avocats du ministère du Procureur général.

Une avocate du ministère, Feroza Bhabha, a donné de son temps en mai dernier pour l'amour de l'édifice. Ayant travaillé régulièrement à Osgoode Hall comme avocate depuis 1991, elle trouve qu'à bien des égards, c'est comme un deuxième chez-soi et que l'événement constituait une grande chance pour montrer ce chez-soi. Mais son travail à Portes ouvertes était aussi un moyen pour M<sup>e</sup> Bhabha d'en apprendre elle-même plus long sur l'édifice. « *J'ai vu des parties de l'édifice pour la première fois, comme si j'étais moi-même une touriste.* »

M<sup>e</sup> Bhabha dit que quand elle était dans la salle d'audience numéro 4, des visiteurs lui ont posé plusieurs questions sur l'espace comme tel, comme sur le dais et les fenêtres, ainsi que sur le type d'affaires qui sont entendues dans cette salle. Elle s'est servie de son expérience d'avocate pour répondre à certaines questions, comme sur la tenue de la toge par les avocats, et sur la place des divers représentants du secteur de la justice dans une audience. M<sup>e</sup> Bhabha a constaté que le fait qu'il y ait un bon nombre d'avocats du ministère du Procureur général a empreint l'événement « *d'une passion pour ce qui se passe à l'intérieur de l'édifice* ». Leur participation venait combler la passion architecturale et historique des autres bénévoles.

L'événement Portes ouvertes est peut-être une célébration du patrimoine architectural, mais c'est aussi une occasion pour le public d'en apprendre sur les institutions juridiques de façon informelle, dans un contexte amical en dehors du climat de confrontation qui marque souvent les rencontres dans les tribunaux. Cela est un effet important, qui ne pourrait pas être atteint chaque année sans le temps et les efforts que tous les bénévoles donnent à Osgoode Hall.

Pour plus de renseignements sur Portes ouvertes Toronto, visitez le site web [www.doorsopen.org](http://www.doorsopen.org). Pour vous renseigner sur les occasions de devenir bénévole pour la portion d'Osgoode Hall de l'événement, contactez la curatrice du Barreau du Haut-Canada, Elise Brunet, à [ebrunet@lsuc.on.ca](mailto:ebrunet@lsuc.on.ca).

# Procès simulés de Sudbury de 2006

Le 16 janvier 2006, le palais de justice de Sudbury a accueilli environ 100 élèves de 12<sup>e</sup> année en droit dans cette 4<sup>e</sup> compétition annuelle de procès simulés. La compétition de cette année comptait 13 équipes de sept écoles secondaires régionales représentant trois conseils scolaires : le Conseil scolaire du district de Rainbow; le Conseil scolaire du district catholique de Sudbury; et le Conseil scolaire catholique du Nouvel-Ontario.

Pour la première fois cette année, la compétition de procès simulés de Sudbury comptait un procès bilingue, qui a fourni aux élèves une occasion d'apprécier et de faire l'expérience des mécanismes de la traduction simultanée dans le processus judiciaire. Les élèves ont reçu des écouteurs, et une interprète, Aline Belzile, a fourni les services de traduction officielle.

Madame la juge Patricia Hennessy, la chef du projet de procès simulés, a applaudi aux efforts des élèves et de la communauté juridique :

« *Le barreau local et la magistrature ont cru en ce projet et y ont mis beaucoup de temps parce qu'ils croient qu'ils ont une obligation de faire de l'éducation juridique. Ils croient que le projet de procès simulés a un énorme impact sur les participants et participantes. Nous voyons des élèves qui ont intégré les*

*principes fondamentaux du droit pénal importants pour être un citoyen canadien bien informé. »*



Le prix de civilité Edward J. Conroy c.r. a été décerné aux élèves du collège St. Charles.

Les gagnants de la coupe Hennessy ont été Monica Bansal, Jack Drysdale, John Hawkins, Anton Tchajkov, Alex Booth et Patrick Fleming de l'école Lockerby Composite. Cette équipe ira représenter le Nord à Toronto à la compétition provinciale de procès simulés en avril 2006.



Les gagnants du tournoi de procès simulés de 2006 de Sudbury étaient Monica Bansal, Jack Drysdale, John Hawkins, Anton Tchajkov, Alex Booth et Patrick Fleming de l'école Lockerby Composite.

Après le procès simulé, le prix de civilité Edward J. Conroy c.r. a été présenté à Robert McCarthy, Robert Bailey, Steven Grimard, Bill Sears, James Rand et Derek Desjardins du collège St. Charles en reconnaissance des bonnes manières des élèves à la Cour, envers le personnel, les témoins et l'avocat.

Les cabinets locaux ont aussi commandité des prix individuels. Le prix Lacroix Forest du meilleur procureur a été présenté à Alain Dupuis, du Collège Notre-Dame. Kyle Boucher, de l'école secondaire Confédération, a gagné le prix Weaver Simmons du meilleur avocat de la défense, et le prix Miller Maki du meilleur témoin a été remis à Alex Booth, de l'école Lockerby Composite.

Les participants et les organisateurs de la compétition de procès simulés de Sudbury aimeraient aussi reconnaître le soutien généreux du Réseau ontarien d'éducation juridique, de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO) et de la Fédération des caisses populaires de l'Ontario. Ce soutien, en plus de la collaboration entre les enseignants, les avocats et la magistrature continue d'être à la clé du succès du programme de procès simulés.

## Enseignants – Vous êtes-vous inscrits aux prochains cours d'été en droit?

Les enseignants des écoles secondaires peuvent maintenant s'inscrire aux toujours passionnants, toujours informatifs cours annuels d'été en droit du ROEJ. Voici ce que les enseignants ont dit des cours d'été du ROEJ de l'an passé :

« *Une expérience précieuse pour un nouvel enseignant de droit. Je me promets de revenir à chaque année. »*

« *Vous nous avez fourni de nombreuses ressources précieuses et des renseignements que nous avons pu appliquer immédiatement dans nos salles de classe. »*

Deux cours d'été en droit seront donnés en 2006, y compris le tout premier cours bilingue. Le cours d'Ottawa sera donné en français et en anglais le 23 août. Le cours d'été de Toronto aura lieu les 29 et 30 août. Visitez le site web du ROEJ pour vous inscrire à l'un ou l'autre des cours au [www.ojen.ca](http://www.ojen.ca), ou appelez le bureau du ROEJ au 416-947-5273.

## Babillard de Salle d'audience et salle de classe

Le ROEJ est heureux d'accueillir trois nouveaux membres au Conseil ! **Sherry Cameron-Stobie**, directrice, bureau de la qualité des services, Aide juridique Ontario, remplace **Susan Scott**. **La juge Nancy Kastner** remplace **le juge Ted Ormston** comme représentante de la Cour de justice de l'Ontario. **Ginette Plourde**, directrice (bilingue), direction des programmes et politiques de l'éducation en langue française du ministère de l'Éducation remplace **Kit Rankin**. Nos sincères remerciements à Susan, Ted et Kit pour tous leurs efforts dans la création du ROEJ.

**Mary Marrone**, la directrice de programmes du ROEJ, a élaboré une structure stratégique pour le travail du ROEJ avec les communautés autochtones, francophones et immigrantes, et a commencé à élaborer des projets locaux avec les jeunes à risque. Plus récemment, Mary a occupé son poste de directrice des programmes à temps partiel tout en travaillant au développement international en aide juridique, ainsi qu'à la recherche juridique et l'élaboration de politiques nationales sur la pauvreté. Elle laissera le ROEJ pour retourner à l'unité des politiques d'Aide juridique Ontario en avril 2006. Son impact sur la programmation du ROEJ a été important, et elle nous manquera beaucoup.

De nouvelles ressources affichées sur le site web du ROEJ ([www.ojen.ca](http://www.ojen.ca)) comprennent une édition révisée sur la ressource en éducation à la citoyenneté de 10<sup>e</sup> année **Valeurs du système de justice**, une version à jour du **curriculum en droit de l'Ontario**, ainsi que deux **arrêts décisifs**, des affiches de la série *Les arts dans les salles d'audience* de 2005, ainsi qu'un lien à la conférence sur **l'article 15 de la Charte** tenue à l'Université de Toronto.

## Survol des récents événements et des activités à venir

Les **cours d'été en droit du ROEJ pour les enseignants et enseignantes du secondaire** auront lieu à Ottawa, le **23 août** et à Toronto, les **29 et 30 août**. Les plans sont en développement pour les tout premiers **cours d'été en droit bilingues** du ROEJ. Visitez le site web du ROEJ pour vous inscrire au [www.ojen.ca](http://www.ojen.ca).

Les activités célébrant la **Journée du droit de 2006** auront lieu du **3 au 7 avril** dans toute la province. Visitez la page 8 pour des détails sur les activités se déroulant près de chez vous.

Le **Grand Débat** du ROEJ, le programme de la Journée du droit pour les enseignants et enseignantes de droit des écoles secondaires, aura lieu le **5 avril** au Barreau du Haut-Canada. Le débat sera mené dans les deux langues officielles et portera sur le rôle de la foi dans l'arbitrage en droit de la famille. Appelez au 416-947-5273 pour vous inscrire.

Le **comité d'éducation juridique de Peel** a tenu son **quatrième tournoi annuel de procès simulé Que la justice l'emporte** (Let Justice Prevail) pour les élèves du secondaire les **2 et 10 mars**. D'autres tournois de procès simulés à venir comprennent : la **compétition York Region's Judge's Cup**, la **compétition de procès simulés du conseil scolaire du district catholique de Toronto**, ainsi que le **tournoi de procès simulés de Halton**, de **Simcoe-Muskoka**, de **Kitchener**, d'**Oshawa** et de **Manitoulin Island** qui tiendra sa toute première **détermination de sentence simulée**.

Le congrès annuel de l'**Association canadienne pour l'étude pratique de la loi dans le système éducatif** (ACEPLSE) portera sur « les droits et libertés dans le domaine de l'éducation » du 29 avril au 2 mai à Montréal. Visitez [www.capsle.com](http://www.capsle.com) pour plus de détails.

Le congrès printanier de l'**Ontario Business Educators' Association** aura lieu à Toronto, les **20 et 21 avril**. Visitez [www.obea.on.ca](http://www.obea.on.ca) pour en savoir plus.

Le Barreau du Haut-Canada a tenu une **cérémonie commémorative et une remise du bâton de la parole** au **juge Harry LaForme** le **11 janvier** en reconnaissance de son poste de premier Autochtone nommé à une cour d'appel au Canada.

Les activités du printemps et d'été d'éducation publique du **Barreau du Haut-Canada** comprennent : le **mois de l'histoire des Noirs**, 22 février, la **Journée internationale de la femme**, 8 mars, la **Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale**, 21 mars, la **Journée nationale commémorant l'holocauste**, 26 avril, le **mois du patrimoine sud-asiatique**, 3 mai, la **Journée autochtone nationale**, 8 juin, et l'activité de la **semaine de la fierté gaie**, 15 juin. Les élèves sont les bienvenus. Pour plus de renseignements, contactez Rudy Ticzon, conseiller en politique et en éducation communautaire du BHC à [rticzon@lsuc.on.ca](mailto:rticzon@lsuc.on.ca).

## Liens intéressants

**CLEONet**  
[www.cleonet.ca](http://www.cleonet.ca)

Un centre d'information en ligne en éducation juridique communautaire, CLEONet est un nouveau site web dynamique produit par Community Legal Education Ontario (CLEO) avec du financement de la Fondation du droit de l'Ontario. Unique au Canada, CLEONet est une collection facile à fouiller avec ses centaines de ressources et d'articles, sur une vaste gamme de sujets juridiques, et dans plusieurs langues.

CLEONet aide non seulement les cliniques juridiques et les organismes communautaires à trouver des ressources, à partager de l'information et à travailler ensemble en ligne, mais élargit aussi l'accès à la justice pour les personnes à faible revenu en Ontario. Les renseignements en éducation juridique communautaire sont aussi importants pour les enseignants et enseignantes qui travaillent avec les élèves des communautés désavantagées et pour les éducateurs et éducatrices qui essaient d'incorporer une meilleure compréhension des droits juridiques dans le contenu de leurs cours.

Le site de CLEONet permet aux utilisateurs de faire des recherches par catégorie, comme le droit de l'éducation, le droit de la famille, le droit des Premières Nations, le droit autochtone et le droit pénal. Les utilisateurs peuvent aussi chercher les questions juridiques selon la communauté ou le public, comme les enfants et les jeunes. CLEONet comprend aussi une page de nouvelles à jour qui énumère les articles et les activités sur une de nombreuses questions en Ontario et au Canada. Le site comprend aussi des instructions pour partager vos propres ressources juridiques communautaires, soumettre vos nouvelles et vos activités et recevoir leur bulletin électronique mensuel gratuit.

Un des mandats de CLEO est de produire des documents juridiques en langage clair et simple. On peut facilement télécharger ces documents à partir du site web pour distribuer aux élèves.

**Réseau éducatif de l'Ontario - Le défi de la Charte**  
[www.enoreo.on.ca](http://www.enoreo.on.ca)

Le Réseau éducatif de l'Ontario/The Education Network of Ontario (REO) a été fondé en 1993 dans le cadre d'un projet commun du ministère de l'Éducation et de la Formation et de la Fédération des enseignants et enseignants de l'Ontario, et a été créé pour aider les enseignants et enseignantes à se munir des toutes dernières formes de technologies de l'information.

Le REO offre maintenant une diversité de projets éducatifs qui appuient l'enseignement et l'apprentissage grâce aux technologies de communications et d'information et des outils et des ressources en ligne. Le REO offre des ressources en ligne, des environnements interactifs d'apprentissage et des outils pour les élèves, les enseignants et enseignantes et les membres de la communauté de l'éducation. L'adhésion au REO est gratuite pour les éducateurs et éducatrices de l'Ontario.

Un des projets du REO est le défi de la Charte, un programme soutenu par l'Association du barreau de l'Ontario. Le défi de la Charte est une simulation en ligne qui aide les élèves du secondaire à mieux comprendre la Charte canadienne des droits et libertés en les engageant dans une situation commune, où ils doivent prendre des décisions en se basant sur un scénario réaliste. Les activités sont directement reliées au curriculum et ont lieu sur plusieurs semaines avant la Journée du droit (tenue en avril chaque année) et comprennent la participation d'avocats et d'avocates qui agissent comme mentors virtuels et de ressources pour les élèves des écoles secondaires. La simulation finale est tenue pendant la Journée du droit avec la participation du personnel des palais de justice dans toute la province.



## OJEN | ROEJ

ONTARIO JUSTICE EDUCATION NETWORK  
RÉSEAU ONTARIEN D'ÉDUCATION JURIDIQUE

Le **ROEJ** est une tribune qui permet à des organisations et personnes clés de divers secteurs, notamment ceux de la justice et de l'éducation, de travailler sur une base de collaboration à des projets visant à aider le public à mieux comprendre notre système de justice. Sa structure est constituée de quatre éléments : le personnel, le réseau, un conseil d'administration et quatre comités permanents.

### Vision :

Une société civile par l'éducation et le dialogue.

### Mission :

Le ROEJ a pour mission de promouvoir la compréhension, l'éducation et le dialogue afin de soutenir un système de justice efficace et ouvert.

### Objectifs :

1. Aider le public à mieux connaître le système de justice et les défis auxquels il fait face.
2. Défendre et encourager les valeurs d'un système de justice public, transparent et accessible par l'intermédiaire de la recherche et de l'éducation.
3. Encourager le dialogue entre le public et les membres du système de justice.
4. Élaborer et coordonner des programmes de vulgarisation et d'éducation juridiques et les offrir aux élèves et au reste de la population.

Poste-publications n° de la convention :  
40907017

En cas de non-livraison à une adresse canadienne, retourner à :  
Réseau ontarien d'éducation juridique  
Osgoode Hall, 130, rue Queen Ouest  
Toronto (Ontario) M5H 2N6  
Tél. : 416 947 5273  
Télééc. : 416 947 5248  
ojen@lsuc.on.ca

Salle d'audience et salle de classe est aussi disponible sur [www.ojen.ca](http://www.ojen.ca)

Si vous voulez nous faire parvenir une demande d'exemplaires ou un avis concernant des événements à venir, un changement d'adresse ou un document susceptible d'intéresser les membres et bénévoles du ROEJ ou encore si vous désirez nous faire part de vos commentaires sur notre bulletin, veuillez communiquer avec Julie Petruzzellis, communications et programmes, à [jpetruzz@lsuc.on.ca](mailto:jpetruzz@lsuc.on.ca).

Courtrooms & Classrooms is also available in English.

### Réseau

Le Réseau est un forum de collaboration qui sert à communiquer et à faciliter les liens entre les participants au système de justice, les éducateurs, les représentants communautaires et d'autres qui ont un intérêt dans les activités d'éducation juridique publique. Le Réseau joue un rôle consultatif auprès du Conseil du ROEJ et de sa directrice générale. Les participants comprennent :

- Le juge en chef de l'Ontario (*président*) – *L'hon. Roy McMurtry*  
La juge en chef de la Cour supérieure de justice – *L'hon. Heather Forster Smith*  
Le juge en chef de la Cour de justice de l'Ontario – *L'hon. Brian Lennox*  
Le ministre de la Justice et Procureur général du Canada – *représenté par Karen Bron*  
Le sous-procureur général de l'Ontario – *Murray Segal*  
Le sous-ministre de l'Éducation – *représenté par Kit Rankin*  
Le président de la Fondation du droit de l'Ontario – *Larry Banack*  
Le trésorier du Barreau du Haut-Canada – *Gavin MacKenzie*  
Le président de la Société des plaideurs – *représenté par Wendy Matheson*  
Le président de l'Association des bâtonniers de comtés et districts – *Orm Murphy*  
Le président de l'Association du barreau de l'Ontario – *Heather McGee*  
L'ombudsman de l'Ontario – *André Marin*  
La présidente d'Aide juridique Ontario – *Janet Leiper*  
Le vice-président de l'Ontario History & Social Science Teachers' Association – *représenté par Shannon Simpson*  
La directrice générale de Community Legal Education Ontario – *Julie Mathews*  
La directrice de l'éducation de la Fondation canadienne pour l'éducation en matière de libertés civiles – *Danielle McLaughlin*  
Le directeur général de l'Association des cliniques juridiques communautaires de l'Ontario – *Lenny Abramowicz*  
L'Institute for Catholic Education – *représenté par Angelo Bolotta*  
L'Ontario Principals' Council – *représenté par Blair Hilts*  
La directrice générale de l'Ontario Federation of Indian Friendship Centres – *Sylvia Maracle*  
Le ESL/ELD Resource Group of Ontario – *représenté par Neil McGrath*  
Le Conseil des doyens et doyennes des facultés de droit de l'Ontario – *représenté par Bruce Elman*  
La directrice générale de l'Ontario Council of Agencies Serving Immigrants – *Debbie Douglas*  
Le président de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario – *Daniel Boivin*

### Conseil d'administration

- L'hon. Fran Kiteley, *Cour supérieure de justice (présidente)*  
L'hon. Nancy Kastner, *Cour de justice de l'Ontario*  
John Kromkamp, *conseiller juridique principal, Cour d'appel de l'Ontario*  
Ann Merritt, *Division des services aux tribunaux, ministère du Procureur général*  
Ginette Plourde, *directrice des programmes et des politiques de l'éducation en langue française, ministère de l'Éducation*  
Lorne Sossin, *administrateur, Fondation du droit de l'Ontario*  
Allan Hux, *Ontario History & Social Science Teachers' Association*  
Patricia Hatt, *administratrice, Community Legal Education Ontario*  
Sherry Cameron-Stobie, *Aide juridique Ontario*  
Marion Boyd, *Barreau du Haut-Canada*  
Angelo Bolotta, *membre*

### Comités permanents

- Organisation et développement – *présidente* : L'hon. Fran Kiteley  
Éducation et programmes – *président* : Allan Hux  
Financement – *présidente* : Pat Hatt  
Communications – *président* : John Kromkamp

### Personnel

- Sarah McCoubrey – *directrice générale*  
Sarah Pole – *communications et programmes (en congé)*  
Julie Petruzzellis – *communications et programmes*  
Julie Kon Kam King – *communications et programmes*  
Nadine Demoe – *administratrice des finances et adjointe générale*



Le ROEJ est financé par des subventions de la Fondation du droit de l'Ontario et de la Fondation Trillium de l'Ontario  
Numéro de don de charité : 85548 9134 RR0001

